

ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

programmes

Question écrite n° 80423

Texte de la question

M. Florent Boudié attire l'attention de Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la place des langues et cultures régionales dans la réforme des programmes du collège, présenté au conseil supérieur de l'éducation le 10 avril 2015. À travers cette vaste réforme des programmes scolaires, qui vise à favoriser l'interdisciplinarité et à privilégier le renforcement des savoirs fondamentaux, le Gouvernement a souhaité prendre les mesures nécessaires face à la régression des élèves français dans la plupart des classements internationaux. Pour autant, plusieurs matières optionnelles ne sont pas abordées par cette réforme. C'est le cas notamment de l'enseignement des langues et des cultures régionales auxquels sont attachés une grande partie de nos concitoyens, notamment dans les territoires de culture occitane. Il lui demande donc de préciser les intentions du Gouvernement quant à cette question, en réaffirmant le maintien de l'enseignement des langues et des cultures régionales, part importante du patrimoine national et enseignées aujourd'hui à plus de quatre cent mille élèves sur le territoire.

Texte de la réponse

L'objectif de la réforme du collège est de renforcer l'acquisition des savoirs fondamentaux dans toutes les matières et de développer de nouvelles compétences indispensables au futur parcours de formation des collégiens. Assurer un même niveau d'exigence pour que tous les élèves acquièrent le socle commun de connaissances, de compétences et de culture - dont le premier domaine intègre l'apprentissage des langues régionales - par une priorité centrale donnée à la maîtrise des savoirs fondamentaux est un impératif. C'est dans ce cadre que la réforme du collège contribue à développer l'enseignement des langues régionales. L'enseignement des langues vivantes régionales au collège reste régi par la circulaire n° 2001-166 du 5 septembre 2001 sur le développement de l'enseignement des langues et cultures régionales à l'école, au collège et au lycée. S'agissant spécifiquement de l'enseignement bilingue d'une langue régionale, celui-ci reste organisé d'après les instructions pédagogiques figurant dans l'arrêté du 12 mai 2003 « Enseignement bilingue en langues régionales à parité horaire dans les écoles et les sections "langues régionales" des collèges et des lycées ». La réforme du collège ne remet en cause ni les dispositions de cette circulaire ni celles de cet arrêté. Sont donc garanties l'existence des sections bilingues en langue régionale, l'existence des dispositifs bi-langues de continuité en classe de 6e et l'existence des enseignements d'initiation et de sensibilisation en classe de 6e . En faisant figurer les langues régionales parmi les huit enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), la réforme du collège crée les conditions concrètes de l'utilisation d'éléments des langues régionales et des cultures qui leurs sont associées dans le socle commun de connaissances, de compétences et de culture. Chaque collège définira les thèmes de travail qui seront proposés aux élèves, ces derniers devant être amenés à travailler sur au moins deux thèmes différents par an et au moins six thèmes différents de la 5e à la 3e . Il sera donc possible dans ce cadre, pour un grand nombre d'élèves, de découvrir une ou plusieurs langues régionales ainsi que les cultures qui leurs sont liées, mais aussi de s'initier à leur pratique, d'en réaliser une approche comparative et d'élaborer des projets visant à les valoriser. Cet enseignement pratique interdisciplinaire « Langues et cultures régionales » pourra être offert dès la classe de 5e . Les élèves qui le souhaiteront pourront

suivre un enseignement de complément en langue régionale de la 5e à la 3e. L'enseignement des langues et cultures régionales, dont la langue occitane, est donc préservé et soutenu par la réforme des enseignements dans les classes de collège, qui sera mise en oeuvre à la rentrée 2016.

Données clés

Auteur : M. Florent Boudié

Circonscription : Gironde (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 80423 Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche Ministère attributaire : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : <u>2 juin 2015</u>, page 4052 Réponse publiée au JO le : <u>20 octobre 2015</u>, page 7967